

Contre la révision générale des politiques publiques.

Les personnels du Ministère de la Culture et la Communication en action contre la révision générale des politiques publiques.

Le gouvernement se désengage massivement du service public, réduit les effectifs de personnel et les budgets (dans la culture mais aussi dans l'Éducation, dans la Santé, dans la Justice, dans les transports, la Poste...).

Pour subsister, les établissements culturels doivent se tourner de plus en plus vers la recherche de ressources propres, ce qui conduit à une marchandisation de la culture et à une marginalisation des missions de service public (accueil qualitatif des handicapés, des publics socialement défavorisés...).

Les conséquences sont lourdes pour les personnels et les activités, et donc pour les visiteurs :

- les personnels : fragilisés par un recours croissant aux personnels précaires, voire à des salariés privés, sous-payés et peu protégés. Les conditions de travail se dégradent, les pressions s'accroissent sur des personnels surchargés.
- les activités : menacées dans leurs diversités et leur richesse. Les missions se tournent vers la prospection.
- Les visiteurs : considérés comme des « clients », et non plus comme des usagers d'un service public.

Nous exigeons le maintien des missions de service public culturel, c'est-à-dire le sens même de nos métiers :

- garantir une qualité d'accueil et de programmation de haut niveau

- favoriser l'accès de tous à la culture, dans les meilleures conditions

Pour atteindre ces objectifs en développement, il faut des moyens humains et matériels

Nous en appelons à votre soutien et à signer la pétition [ici](#) .